

## **Forum de Maires sur la Mobilité, les Migrations et le Développement**

### **“Déclaration de Barcelone”**

Le Forum de Maires sur la Mobilité, les Migrations et le Développement qui s'est tenu à Barcelone le 20 juin 2014 a réuni des maires et d'autres autorités municipales de villes du monde entier ainsi que des représentants d'organisations internationales. Il a été organisé par la Mairie de Barcelone avec la collaboration de l'Organisation Internationale pour les Migrations, le Partenariat Mondial pour les Connaissances sur les Migrations et le Développement (KNOMAD) de la Banque Mondiale et l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) ainsi que la Commission Européenne. Il a aussi reçu le soutien des organisations et institutions suivantes : Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), le Comité des Régions de l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD), Metropolis, le Processus de La Haye sur les réfugiés et la migration (PLH) et l'Institut pour la Mondialisation, la Culture et la Mobilité de l'Université des Nations Unies (UNU-GCM).

Le Forum de Maires souhaite mettre l'accent sur le rôle des villes en tant que premières instances à aborder les migrations et sur le besoin de

débattre à propos de la valeur de la mobilité pour le développement dans les villes et dans le monde.

Le point de départ de ce forum est la conviction partagée du fait que les migrations sont essentiellement positives, qu'il s'agit d'un phénomène urbain et que les villes sont le principal pôle d'attraction et moteur de changement.

Les réflexions et les idées des participants incluent les points suivants :

- \* Les migrations humaines ont contribué positivement au développement des villes et des grandes zones métropolitaines dans le monde.

- \* La mobilité humaine crée de la diversité qui, à son tour, constitue un actif qui fait des villes un espace plus riche et compétitif, montrant une plus grande prospérité.

- \* Les villes sont le niveau d'administration le plus proche des citoyens. Face au défi de la gouvernance des migrations, de la mobilité et du développement, c'est aux villes qu'il incombe de réussir les processus d'intégration et de garantir la cohésion sociale. Il s'agit de processus qui commencent au niveau du quartier, du district et de la ville, dans les espaces publics, dans les écoles et dans le milieu de travail.

- \* Les villes luttent aussi contre la ségrégation et l'inégalité, elles doivent fréquemment faire face seules à de multiples défis de convivialité, de logement, d'irrégularité et de sécurité, entre autres.

\* Les villes font l'expérience des complexités inhérentes à la mobilité humaine, mais elles ont peu ou pas la parole dans les forums mondiaux où sont déterminés les agendas de priorités sur la mobilité humaine.

\* De même, les instances responsables de la gestion des flux migratoires ont l'habitude de prendre des décisions sans tenir compte de leur impact au niveau local. Cela peut conduire au fait que, parfois, ces décisions sont à la base d'exclusions et de ségrégations au niveau local et font que les responsables locaux aient des difficultés pour exercer leur responsabilité.

Pour toutes ces raisons, les villes et les représentants d'organisations internationales qui participent au Forum de Maires sur la Mobilité, les Migrations et le Développement :

- Exigent un **traitement digne et respectueux pour toute la population indépendamment de son origine**. Les autorités doivent garantir les mêmes droits, devoirs et chances à toutes les personnes résidant sur un territoire.

- Demandent à **être entendus et à avoir un certain poids pour prendre des décisions sur les politiques migratoires**. Ils réclament à la communauté internationale qu'elle veuille bien prêter attention aux politiques locales d'intégration et que l'on considère les villes comme des acteurs clé dans les processus de délibération et de prise de décisions lors de l'élaboration des politiques migratoires.

- Demandent un **point de vue plus réaliste de la législation** afin de minimiser l'exclusion et le nombre de personnes qui se trouvent légalement en situation irrégulière.
- **Demandent l'approbation de cadres légaux qui facilitent les processus d'intégration de tous les résidents** dans nos villes.
- **Réclament des actions marquantes** contre la discrimination et **face à l'augmentation du discours xénophobe et raciste** que l'on détecte dans certaines parties du monde.
- Finalement, **ils exigent des sources de financement des politiques d'intégration et d'accommodement de la diversité au niveau local.**